

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

BUREAU
 10, rue de la République, Roubaix.
 Téléphone : 27.20 et 27.21.

TOURCOING — 22, rue de la République, Tourcoing.
 Téléphone : 27.20 et 27.21.

LEZ-TOURCOING — 2, rue de la République, Lez-Tourcoing.
 Téléphone : 27.20 et 27.21.

PARIS — 20, boulevard de la République, Paris.
 Téléphone : 27.20 et 27.21.

MOULBAIX — 105, rue de la République, Moulbaix.
 Téléphone : 27.20 et 27.21.

ARGENTIN DIRECTEURS
 Jean Robous
 Alfred Robous
 Madame Alfred Robous

ASTHME
 Spécialité
 Laboratoire pharmaceutique
 de la
PHARMACIE DE TOURCOING
 ROUBAIX
 Docteur VERMARENE
 Remède efficace dans les cas
 Men spruch blennorrhé

LE GOUVERNEMENT L'A EMPORTÉ

Par 324 voix contre 247, la Chambre a approuvé hier sa politique financière

M. LAVAL CONSERVE AINSI L'APPUI DES 324 DEPUTES QUI, EN JUIN, LUI AVAIENT ACCORDÉ LES PLEINS POUVOIRS



M. PIERRE LAVAL A LA TRIBUNE (Mond. Photo-Press)

PARIS, 29 NOVEMBRE (Minuit). — M. Pierre Laval, dans une courte intervention, et M. Marcel Régnier, dans un exposé complet de la politique financière du Gouvernement, ont indiqué ce que leur tâche avait d'ingrat.

La nécessité est souvent ingrate; mais qui pourrait soutenir sérieusement que l'effort accompli par le Cabinet Laval pour réduire les dépenses de l'Etat n'était pas nécessaire?

M. Léon Blum a bien tenté de faire croire qu'on pouvait éviter les économies réalisées par les décrets-lois. Sa recette n'a qu'un avantage, celui de ne blesser personne. Le mot est de M. Paul Reynaud qui, en lui décochant ce trait, a fait rire l'assemblée aux dépens de M. Léon Blum dont les habiletés de démagogue se voient vraiment un peu trop.

M. Paul Reynaud, lui, ne veut pas pratiquer la politique du pire. Dévaluateur convaincu, il n'en veut pas moins pour le Cabinet. Il garde son opinion et il la défend avec courage, mais il ne croit pas que c'est en changeant de Gouvernement qu'on améliorera le sort du pays.

Le mieux, dès lors, ne serait-il pas de laisser agir ce Gouvernement sans en affaiblir l'autorité par des critiques, si ingénieuses qu'elles fussent?

Cette fois, nous donnons raison à M. Léon Blum lorsqu'il déclare à l'ancien ministre des Finances que si la dévaluation se produit, la campagne des dévalués aura contribué à la rendre inévitable.

Entre les remèdes présentés par le Gouvernement, la médecine dévaluationniste et la panacée socialiste, la Chambre semble ne pas trop savoir ce qu'elle veut et ce qu'elle ne veut pas. Elle est décidée à voter l'ordre du jour impliquant la confiance dans le Cabinet, mais la majorité de jeudi a été amputée vendredi de 21 voix. Il est vrai que les députés n'avaient eu à se prononcer, le jour de la rentrée, que sur la question de procédure.

Que veulent donc les 247 opposants? Le savent-ils vraiment eux-mêmes? La réalité, c'est que le malaise moral qui résulte de la crise et qu'aggrave le conflit italo-éthiopien si propre à alarmer les esprits, ne peut qu'influencer la Chambre à l'approche des élections générales. La politique gouvernementale suppose un effort continu accompli avec le concours du public et une patience à toute épreuve. Mais les assemblées ne savent pas attendre; elles ne sont jamais disposées à laisser mûrir les fruits d'une politique à longue portée, comme si l'arbre ne devait pas se développer avant d'en produire les fruits.

elles s'en prennent aux dirigeants qu'elles accusent d'impéritie.

Le Parlement manque souvent de sang-froid. Il faudrait que le public en eût toujours plus que lui pour que, par son exemple, il imposât à ses élus une attitude conforme aux nécessités de l'heure.

Rendons du moins hommage aux 324 députés qui ont eu le courage, par leur vote, d'approuver la politique d'économies et d'empêcher que soit remis en question l'équilibre réalisé par les décrets-lois.

Paris, 29 novembre. — Vendredi matin, les alentours du Palais Bourbon sont d'un calme parfait. On a peine à imaginer qu'un grave débat va se poursuivre à la Chambre.

La séance est ouverte à 9 h. 30, devant une trentaine de députés seulement, sous la présidence de M. Moncelle.

Au banc des ministres: MM. Pierre Laval et Marcel Régnier.

M. Maurice Thores déclare que le parti communiste est prêt à soutenir un Gouvernement de gauche

L'ordre du jour appelle la suite des interpellations sur la politique financière du Gouvernement.

M. Maurice Thores, député communiste de la Seine, interpelle sur les conséquences des décrets-lois, qui, d'après lui, n'ont pas provoqué la reprise économique ni assuré l'équilibre budgétaire.

Il développe les théories collectivistes. — Une fois de plus, affirme-t-il, le parti communiste déclare qu'il est prêt à soutenir le Gouvernement de gauche que la démocratie attend et à contribuer à la victoire du « Front populaire ».

M. Paul Thellier souligne les faits qui ébranlent la confiance

M. Paul Thellier (Pas-de-Calais), républicain de gauche, succède à la tribune à M. Thores. Entretemps, les travées se sont peu à peu garnies.

Il rappelle que c'est la Chambre qui a permis, en juillet dernier, l'expérience Laval, en renonçant momentanément à ses prérogatives parlementaires pour défendre le franc.

Nous n'avons pas, dit-il, oublié l'émoussage de l'or et les symptômes



LA GARDE RÉPUBLICAINE A PIED VIENT PRENDRE POSITION AU PALAIS BOURBON.

Le scrutin de confiance

D'après les renseignements recueillis dans les couloirs et sous réserve de vérification ultérieure au « Journal Officiel », les 324 voix qui se sont affirmées pour le Gouvernement et l'approbation des décrets-lois comprennent environ 80 à 70 radicaux-socialistes, quelques républicains socialistes, deux ou trois membres de la Gauche indépendante, la plupart des indépendants de gauche, toute la Gauche radicale à une ou deux exceptions près et les autres membres des groupes du centre et de la droite: Républicains de gauche, Centre républicain, Démocrates populaires, Fédération républicaine, etc.

La minorité de 247 voix, supérieure de 23 à celle de la veille, comprend une soixantaine de radicaux-socialistes, les membres de l'Union socialiste, les socialistes S.F.I.O., l'Unité ouvrière et les communistes, ainsi que quelques isolés des autres formations politiques.

Les abstentionnistes au nombre d'une trentaine et les absents par congé, sont surtout des radicaux-socialistes et des isolés des groupes voisins.

Rappelons que lors du vote sur les pouvoirs exceptionnels, dans la nuit du 7 au 8 juin, M. Laval avait obtenu exactement 324 voix: 72 radicaux avaient voté pour le Gouvernement, 72 contre, 7 s'étaient abstenus et 6 étaient absents par congé.

de nos difficultés monétaires. Ces symptômes, nous venons de les retrouver.

Sans doute est-il souhaitable d'élaborer certains décrets-lois: agriculteurs et commerçants n'ont pas cessé de réclamer une réévaluation des produits de la terre et une meilleure justice fiscale.

La jeunesse est, par ailleurs, déçue d'être obligée de se croiser les bras.

Mais le franc est défendu, nos charges sont allégées.

La confiance va-t-elle être maintenue au Gouvernement de M. Laval, pour lui permettre de mettre au point son œuvre et de l'achever, ou bien une majorité se trouvera-t-elle ce soir pour le renverser? Cette dernière éventualité n'est pas le vœu de la majorité des Français.

Les factions se cherchent et se heurtent; cela ne rajeunit pas davantage l'assentiment des Français.

(Lire la suite page 2.)



(Ph. Manuel Frères.)

M. CHAUVIN

dont le rapport sur les ligues sera discuté mardi.



(Ph. Franco-Press.)

M. BATAILLE

l'un des interpellateurs

Plus de trois cent cinquante policiers recherchent le petit Claude Malmejac enlevé jeudi à Marseille



(Ph. N.Y.T.)

LE PETIT CLAUDE MALMEJAC.

Nous avons dit hier dans quelles circonstances avait été enlevé, jeudi après-

midi, le petit Claude Malmejac, âgé de 18 mois, fils du docteur Malmejac, professeur à la Faculté de Marseille.

L'enfant et sa gouvernante se trouvaient au parc Chanot, lorsqu'une femme âgée vint dire à la nurse que le professeur Malmejac avait été victime d'un grave accident et qu'il la réclamait. Le gouvernante confia donc l'enfant à l'inconnue et courut à l'hôpital, comme on lui demandait de le faire. Le docteur Malmejac y donnait ses consultations et on comprit alors qu'il s'agissait d'un rapt.

La police marseillaise fut immédiatement prévenue et l'enquête commença sans retard.

On apprit que la femme âgée et l'enfant avaient pris un taxi qui les déposa cours Pierre-Puget. Une perquisition fut opérée à cette adresse, mais l'immeuble n° 5 de ce cours ne comporte que des bureaux et la loge d'un concierge.

Cependant, une découverte assez importante fut faite dans une pièce du rez-de-chaussée de la maison: on y trouva le landaulet de l'enfant, qui contenait encore la minuscule auto avec laquelle jouait le petit Claude. Les coussins et les couvertures avaient été enlevés.

Il est donc certain que la femme qui descendit du taxi, cours Pierre-Puget, pénétra dans l'immeuble, y abandonna la voiture de l'enfant, puis sortit lorsque le taxi eut disparu.

Vendredi, M. Couplet, chef de la Sûreté de Marseille, a demandé l'aide de plusieurs chiens bien dressés; ils ont flairé les vêtements et les jouets de l'enfant et, en compagnie de leurs propriétaires, ont commencé des recherches.

D'autre part, une importante opération de police a été effectuée dans l'après-midi et jusqu'à la tombée de la nuit dans le quartier d'Andoume, où l'on dit que le rapt s'était produit.

Plus de trois cent cinquante policiers ont visité quelque deux cents maisons, se renseignant particulièrement sur la présence de personnes âgées.

Durant toute la journée, le chef de la Sûreté de Marseille a reçu, en outre, un nombre considérable de lettres anonymes et de communications téléphoniques. Certaines d'entre elles vont donner lieu à des vérifications.

A Saint-Cloud, un ingénieur tue un voisin qu'il prenait pour un cambrioleur

Versailles, 29 novembre. — Une tragique méprise a provoqué un drame dans la nuit de jeudi à vendredi, dans une villa de Saint-Cloud, où habite M. Robert Lang, 32 ans, inspecteur de première classe de la marine, professeur à l'Ecole de l'Air de Versailles, 9, avenue Duval-Lecamus.

Ces jours derniers, M. Robert Lang recevait plusieurs coups de téléphone d'un individu demandant M. Raoul Lang, et qui cherchait évidemment à savoir si la villa était habitée.

M. Robert Jouanneau, 24 ans, qui habite la villa voisine, ayant été victime d'un cambriolage au cours duquel on lui avait dérobé pour une quinzaine de mille francs de bijoux, MM. Lang et Jouanneau avaient décidé de se prêter aide à la prochaine alerte.

Jeudi soir, M. Lang, accompagné de sa femme et de sa fille, âgée de 2 ans, s'était rendu chez un ami à Paris pour placer dans son coffre différents objets de valeur et des bijoux afin de les soustraire à la convoitise des cambrioleurs.

Lorsque M. Lang et sa famille rentrèrent, vers 20 heures, il arriva les ampoules extérieures du jardin et ne remarqua rien d'anormal.

A ce moment, M. Lang crut voir une ombre suspecte dans le jardin. Son mari alerté par ses cris accourut revolver au poing.

De son côté, M. Jouanneau entendait les cris de M. Lang, pénétra immédiatement dans le jardin pour lui porter secours.

L'ingénieur entendant des pas, se retourna et, voyant un homme s'avancer vers lui, sans dire un mot, crut avoir affaire à un malfaiteur et tira.

Un cri résonna à la détonation. M. Jouanneau, atteint à la poitrine par une balle, s'affaissa.

Il succomba pendant son transport à l'hôpital.

M. Robida, commissaire de police, immédiatement prévenu, s'est rendu sur les lieux du drame.

M. Lang, dont le doigt est extrême, lui a fait le récit de la scène tragique. Il a été laissé en liberté provisoire.

La crise ministérielle en Grèce

Athènes, 29 novembre. — La crise ministérielle continue. Le Roi n'a procédé vendredi matin, à aucune consultation. Certains milieux considèrent comme probable une combinaison gouvernementale Metaxas-Maximos qu'appuierait le parti populaire, mais rien n'est encore certain.

D'autre part, l'intention du Roi d'octroyer l'amnistie ou la grâce aux personnes condamnées à la suite de la sédition de mars dernier, rencontre une vive opposition dans de nombreux milieux royalistes qui jugent cette mesure de clémence prématurée.

Les Ethiopiens annoncent la prise d'Oual-Oual que les Italiens démentent

LE NÉGUS VA INSPECTER LE FRONT DU TIGRÉ



A gauche: L'AVION DE BRUNO MUSSOLINI PENDANT UNE RECONNAISSANCE AU-DESSUS DE MAKALLÉ. (Mond. Photo-Press.)

Rome, 29 novembre. — M. Zoli, ancien gouverneur de l'Erythrée, dressé dans la « Tribuna » un tableau de la situation militaire sur les fronts du Tigré et de l'Ogaden.

UN GARDIEN DE PRISON ENNUYÉ



M. L. HOVEY, paisible gardien de la prison de Los Angeles, était perplexe devant le problème qui se présentait à lui. En prisonnier, PETER DAVIS, 22 ans, arrêté pour vagabondage, ne put entrer dans sa cellule à cause de sa taille colossale. Cela lui valut de ne pas être emprisonné. Il obtiendra vraisemblablement un engagement dans une grande firme cinématographique.

« Mon prédécesseur laisse une situation excellente », déclare le maréchal Badoglio

Amara, 29 novembre. — Le maréchal Badoglio a reçu les journalistes auxquels il a déclaré que, malgré des raisons politiques admissibles, l'Italie n'a employé aucune force pour empêcher l'avance de la civilisation qu'elle apporte en Afrique orientale. Le maréchal a ajouté que dans ses rapports avec les journalistes, il veillera à interdire de donner des renseignements sur les mouvements des troupes et à empêcher de faire retomber toute la gloire sur certains noms de chefs y compris le sien, car, dit-il, tout ce qui se fait est l'œuvre de l'armée et de tout le peuple italien.

« Mon prédécesseur laisse une situation excellente. Je ne changerai rien et je me contenterai de perfectionner l'œuvre entreprise. J'irai dans toutes les localités, car je veux me rendre compte personnellement de tout. » (Lire la suite page 3.)

M. Benès succédera-t-il à M. Masaryk ?

Prague, 29 novembre. — Malade depuis plusieurs mois, M. Masaryk a décidé de donner sa démission de président de la République tchécoslovaque. Bien qu'il ne soit pas officiellement élu, les milieux gouvernementaux observent encore à ce sujet la plus grande discrétion, la nouvelle peut être tenue pour certaine.

Désireux de témoigner sa reconnaissance envers celui qui considéra comme le père de la patrie, le gouvernement tchécoslovaque, décidé de lui décerner le titre de « président libérateur ».

S'il semble probable que M. Benès sera désigné pour occuper la présidence, la signature du pays, il est d'autre part, certain que des difficultés ont surgi qui retardent la décision.

Le « China-Clipper » a réalisé le premier transport postal à travers le Pacifique

Manila, 29 novembre. — L'expédition postale américaine « China-Clipper » a été lancée à Manila, terminant ainsi un voyage de 12.073 km et ayant réalisé le premier transport postal à travers le Pacifique.



« Quand les fagots furent apportés, le Blond les fit allumer. — Le feu est prêt; veux-tu dire où sont cachés tes trente mille francs ? »

EPISODE DE LA VALLÉE MAUDITE NOTRE NOUVEAU FEUILLETON QUI COMMENCERA PROCHAINEMENT.